

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS MESPLES**

128 RD 29

section A2 parcelles 165 166 167 419 647 469 688  
64300 Salles-Mongiscard

Références : DREAL/2025D/10377

Code AIOT : 0005211066

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement STE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS MESPLES implanté 128 ROUTE DEPARTEMENTALE 29 64300 SALLES-MONGISCARD. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°11066/2025/59, daté du 28 mai 2025, mettant en demeure la société SAS MESPLES TRANSPORTS de régulariser les moyens de lutte incendie et la gestion des eaux pluviales.

Cette inspection aborde également les suites de l'inspection du 19 décembre 2024, et le thème de la prévention des risques de formation d'atmosphère explosive.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS MESPLES
- 128 ROUTE DEPARTEMENTALE 29 64300 SALLES-MONGISCARD
- Code AIOT : 0005211066
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mesples, fondée en 1955, exerce des activités diversifiées de transport routier, de logistique, et de stockage en vrac et sur palettes. Ces activités sont menées dans les domaines suivants : filière agricole, filière du recyclage et de la valorisation des déchets, industrie agroalimentaire et pétrochimie. La société compte environ 240 salariés répartis sur 3 sites, dont 210 chauffeurs.

Sur le plan administratif, l'établissement de Salles-Mongiscard est soumis à enregistrement pour le stockage en vrac de céréales, grains et produits alimentaires et ses activités sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°11066/2023/10 du 6 mars 2023, qui régularise l'installation de stockage de céréales.

L'établissement est également soumis à déclaration pour les rubriques 1435-2 (station service - récépissé de déclaration n°192/IC/245 du 15 octobre 1992) et 2713-2 (transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux - récépissé de déclaration n°2015-0018 du 20 janvier 2015)

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Suites de l'inspection du 19/12/2024 : PAC "Gestion des eaux pluviales"	Arrêté Préfectoral du 06/03/2023, article 10 et 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 2/5	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande d'action corrective	1 mois
10	Prévention	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des risques de formation d'atmosphère explosive 3/5	26/11/2012, article 10-I		
12	Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 5/5	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	Suites de l'inspection du 19/12/2024 : PAC "défense incendie"	Arrêté Préfectoral du 06/03/2023, article 12 et 14	Sans objet
3	Gestion des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 3	Levée de mise en demeure
4	Gestion des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 3	Sans objet
6	Dispositions constructives	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 4	Levée de mise en demeure
7	Analyse du risque foudre	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 5	Levée de mise en demeure
8	Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 1/5	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Sans objet
11	Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 4/5	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée le 27 novembre 2025 a permis de réaliser le récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°11066/2025/59, daté du 28 mai 2025, mettant en demeure la société SAS MESPLES TRANSPORTS de régulariser les moyens de lutte incendie et la gestion des eaux pluviales. L'inspection a jugé plusieurs points conformes, permettant d'envisager leur levée : les moyens de lutte contre l'incendie sont désormais opérant et ont été vérifiés par le SDIS. Les silos de céréales sont actuellement vides, en raison d'une production réduite par la sécheresse en 2025, ce qui diminue significativement le risque d'incendie ou d'explosion, et le besoin de recourir au confinement des eaux d'incendie. La finalisation des travaux d'imperméabilisation des sols est attendu pour mars 2026, avant la prochaine saison de récolte nécessitant l'utilisation des stockages. L'inspection viendra constater la fin des travaux au premier semestre 2026.

L'exploitant a fourni l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre. L'inspection rappelle que l'exploitant dispose d'un délai de 2 ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre pour installer les dispositifs de protection nécessaires.

L'exploitant doit fournir des justificatifs concernant la gestion des eaux ainsi que la justification du volume de confinement des eaux potentiellement polluées.

En matière de prévention des risques ATEX, plusieurs mesures doivent être finalisées : la formation du personnel aux risques spécifiques, l'élaboration de consignes de nettoyage détaillées, et la vérification de la conformité des équipements électriques et mécaniques par un organisme agréé. Cependant, l'inspection a constaté l'absence de poussière dans le silo, ainsi que dans la galerie supérieure, ce qui atteste de l'efficacité du nettoyage réalisé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DECI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MESPLES TRANSPORTS est mise en demeure de rendre parfaitement opérantes ses installations de lutte contre l'incendie, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.
<b>Constats :</b>  Dans son courrier en date du 20 octobre 2025, l'exploitant a indiqué que les travaux de raccordement du groupe moto-pompe incendie seraient achevés fin octobre. Il a par ailleurs confirmé avoir saisi le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) pour procéder aux vérifications nécessaires.  Le 17 novembre 2025, le SDIS a mené des essais opérationnels à l'aide d'engins incendie. Ces tests ont inclus une vérification du débit du groupe moto-pompe en alimentation simultanée de trois poteaux incendie, avec le choix des poteaux les plus éloignés du site, dont un situé en surélévation.

Les résultats, jugés conformes par le SDIS, ont été transmis à l'inspection le jour même par courriel.

Lors de sa visite sur site, l'inspection a constaté que :

- Les travaux de raccordement du groupe moto-pompe incendie sont intégralement finalisés.
- Les silos de céréales sont actuellement vides, en raison d'une production réduite par la sécheresse en 2025, ce qui diminue significativement le risque d'incendie.

Au regard de ces éléments, l'inspection considère que les prescriptions de l'article 2 de la mise en demeure n°11066/2025/59 du 28 mai 2025 sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Suites de l'inspection du 19/12/2024 : PAC "défense incendie"**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2023, article 12 et 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 12 :

L'exploitant n'est pas tenu de mettre en place un chemin stabilisé pour l'accès des secours sur toutes les façades des silos. Néanmoins, l'accès doit être rendu possible notamment via le nouveau parking destiné aux poids-lourds.

Article 14 :

1 - Aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours. En cas d'éventuelles restrictions d'accès pendant l'exploitation, l'exploitant en informe le SDIS sans délai.

2 - Une consigne indique clairement l'interdiction du stationnement des véhicules quels qu'ils soient, [...] en tout emplacement de nature à empêcher ou même seulement à retarder d'accès ou la mise en œuvre des moyens de secours publics.

3 - L'installation d'un portail, ou tout autre dispositif électrique et automatique, interdisant temporairement ou non la circulation automobile, l'acheminement des dévidoirs et des personnels à pied, sur les voies ou chemins, publics ou privés, nécessairement utilisés par les sapeurs-pompiers lors des interventions de secours pour leur permettre d'accéder aux bâtiments et aux diverses installations, est soumise au respect des prescriptions ci-après :

- les portails d'entrée dans le site devront être conçus et implantés afin de garantir en tout temps, l'accès rapide des engins de secours,
- pour tous les types de barrièrage électrique, l'exploitant installe une platine « POMPIERS » accessible de l'extérieur (par exemple sur l'un des montants du portail),
- la manœuvre de ce verrou permet soit l'ouverture automatique du portail, soit la coupure de l'alimentation électrique du portail et par conséquent son ouverture manuelle immédiate,
- les portails à fonctionnement électrique sont déverrouillés automatiquement en cas de coupure électrique afin de permettre leur ouverture manuelle,

4 - Pendant les périodes de présence de personnels sur le site ou si un gardiennage permanent est

prévu, l'accueil des secours, à l'entrée du site, est assuré, pour toute intervention, par l'appelant des secours, le gardien ou la personne désignée. À cet effet, l'exploitant rédige et affiche, à la vue de tous les personnels, des consignes répondant à cette obligation.

5 - En dehors de ces périodes ou en l'absence de gardiennage ou du représentant de l'exploitant, un dispositif d'ouverture accessible de l'extérieur, agréé par le SDIS, est installé sur le portail afin d'en garantir l'ouverture rapide par les sapeurs-pompiers en cas d'intervention urgente (par exemple, dispositif sécable ou ouvrant de l'extérieur au moyen des tricoises dont sont équipés tous les sapeurs-pompiers, clé triangulaire de 11 mm).

#### **Constats :**

Dans le cadre de l'inspection réalisée le 19 décembre 2024, il était demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance (PAC) « Défense incendie » après avoir sollicité l'avis du SDIS pour présenter l'ensemble des dispositions finalement retenues pour assurer la défense incendie du site incluant à minima :

- Un plan de localisation des poteaux incendie ;
- La justification technique de la capacité de la pompe à délivrer les débits attendus compte-tenu de sa localisation, notamment vis-à-vis du niveau de l'eau dans le Gave de Pau ;
- Un justificatif des derniers tests du poteau incendie situé sur l'espace public.

Dans son courrier du 20/10/2025, l'exploitant :

- a sollicité l'avis du SDIS, comme détaillé au point de contrôle précédent ;
- précise qu'un porter à connaissance (PAC) sera fourni après l'inspection du 27 novembre 2025 ;
- a fourni un plan de localisation des poteaux incendie ;
- a transmis les détails du groupe moto-pompe ;
- a fourni la confirmation que les derniers tests du poteau incendie situé sur l'espace public a été réalisé par le service communal le 20 novembre 2023.

Au vu des éléments fournis, l'inspection juge qu'il n'est pas nécessaire de déposer un PAC « Défense incendie ».

L'inspection a constaté qu'une signalétique spécifique pour les pompiers a été installée et que le jour de l'inspection, aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Gestion des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fossé parking poids lourds

#### **Prescription contrôlée :**

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MESPLES TRANSPORTS est mise en demeure de créer le fossé prévu initialement dans la partie nord du parking poids lourds conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant confirme que les fossés ont été créés et fournit une photo. Néanmoins, le plan fourni le 20 octobre 2025 par l'exploitant ne matérialise que deux fossés sur les trois créés. L'inspection a constaté que les trois fossés prévus sont effectivement en place.</p> <p>L'exploitant a transmis, le lendemain de l'inspection, le plan modifié faisant apparaître les trois fossés.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'inspection considère que les prescriptions du premier paragraphe de l'article 3 de la mise en demeure n°11066/2025/59 du 28 mai 2025 sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 4 : Gestion des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Imperméabilisation des bassins versants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MESPLES TRANSPORTS est mise en demeure d'imperméabiliser les bassins versants intitulés 1 et 2 dans le dossier d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a installé sur site des bassins de rétention / infiltration, ayant pour objectif la gestion des eaux pluviales du site. En raison de leur fonction première d'infiltration, ces ouvrages ne peuvent pas servir de dispositif de confinement pour les eaux potentiellement polluées en cas d'incident. Il est prévu que les eaux susceptibles d'être polluées soient stockées directement sur le sol du site. Or, celui-ci n'est pas encore complètement imperméabilisé, rendant inopérante la fonction de confinement.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté que les silos à céréales sont vides, en raison d'une production réduite par la sécheresse de 2025. Cette situation, qui devrait perdurer, diminue significativement le risque d'incendie sur le site. Par conséquent, l'exploitation est temporairement conforme aux exigences de sécurité, malgré les lacunes persistantes en matière d'imperméabilisation.</p> <p>Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant confirme la fin des travaux d'imperméabilisation pour mars 2026. L'Inspection viendra constater ce point au premier semestre 2026.</p> <p>La reprise du stockage dans les silos ne pourra s'envisager qu'après la finalisation de ces travaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Suites de l'inspection du 19/12/2024 : PAC "Gestion des eaux pluviales "



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2023, article 10 et 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 10 :</p> <p>Le site étant divisé en 4 versants tels que décrit dans le plan annexe au présent arrêté, l'exploitant met en place les installations ci-dessous suivant l'échéancier suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un séparateur d'hydrocarbures en aval de chacun des 4 versants : sans délai ;</li> <li>• un bassin de collecte des eaux pluviales du versant 4 de 860 m<sup>3</sup> (surface de 850 m<sup>2</sup>) : sous un an à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>• un bassin de collecte des eaux pluviales du versant 3 de 762 m<sup>3</sup> (surface de 760 m<sup>2</sup>) : sous deux ans à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>• un bassin de collecte des eaux pluviales du versant 2 de 647 m<sup>3</sup> (surface de 650 m<sup>2</sup>) : sous trois ans à compter de la notification du présent arrêté ;</li> <li>• un bassin de collecte des eaux pluviales du versant 1 de 262 m<sup>3</sup> (surface de 260 m<sup>2</sup>) : sous trois ans à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul> <p>Article 12 :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols ou du milieu naturel.</p> <p>À cet effet, l'exploitant met en place des bordures en aval de son site permettant le confinement d'un volume d'eaux de 516 m<sup>3</sup> et disposées conformément au plan de l'annexe.</p> <p>En outre, les séparateurs d'hydrocarbures sont munis d'un système d'obturation.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de l'inspection du 19 décembre 2024, il était demandé à l'exploitant de déposer un PAC « Gestion des eaux pluviales » précisant les modalités finalement retenues pour assurer la gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur son site en ligne avec les travaux en cours de réalisation. Il était également demandé de transmettre dans ce même délai de 3 mois la note de calcul D9/D9A actualisée.</p> <p>Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant a fourni:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un plan mis à jour avec le positionnement des bassins</li> <li>• les plans du géomètre des bassins de rétention / infiltration</li> <li>• une note de calcul des 2 bassins de rétention / infiltration, incluant la justification du dimensionnement des bassins et du diamètre de la tuyauterie utilisée pour le débit de fuite.</li> <li>• Une mise à jour des calculs D9 et D9A, incluant le silo 3 et du bâtiment 1, qui potentiellement peuvent être concernés par des risques incendie. Le silo 2 ne contient que des matières minérales. Le calcul D9A conclut à un volume total de liquide à mettre en rétention de 756 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Concernant le dimensionnement des bassins de rétention / infiltration, la note de calcul ne considère que 2 toitures des bâtiments au lieu des 3 présents sur ces versants. Il manque la toiture du bâtiment 1 ou du silo 3 (ayant la même surface de toiture) pour la collecte des eaux pluviales.</p>

De plus la méthode de calcul utilisée est celle de l'instruction technique de 1977 qui n'est plus valable. Cette méthode est remplacée par le « Memento 2017 », élaboré par l'ASTEE.

Concernant le confinement des eaux susceptibles d'être polluées, l'exploitant doit savoir justifier où l'eau va être stocké sur les zones imperméabilisées du fait de la topographie du site. L'exploitant fournit un plan topographique, justifiant du confinement de 756 m<sup>3</sup>.

Au vu des éléments fournis, l'inspection juge qu'il n'est pas nécessaire de déposer un PAC « Gestion des eaux pluviales », au-delà de la fourniture des éléments demandés dans le cadre de l'inspection.

Au vu de la modification du projet initial, l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°11066/2023/10 du 06 mars 2023 sera modifié par l'inspection pour refléter le projet final.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 3 mois, l'exploitant doit savoir justifier, si besoin à l'aide d'un plan topographique, l'obtention du volume de confinement adéquat pour les eaux susceptibles d'être polluées.

Sous 3 mois, l'exploitant reprend la note de calcul du bassin 1+2+3 afin de considérer les toitures des 3 bâtiments et en utilisant le « Memento 2017 », élaboré par l'ASTEE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Dispositions constructives**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Caractère soufflable de la couverture du silo 3

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MESPLES TRANSPORTS est mise en demeure de justifier la conformité ou de mettre en conformité la couverture du silo 3, conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui prévoient que les couvertures soient constituées en surfaces soufflables ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 100 millibars si son volume est inférieur à 2 500 m<sup>3</sup>, ou de 60 millibars dans le cas contraire.

**Constats :**

Dans son courrier en date du 19 août 2025, l'exploitant a transmis les résultats de la vérification de la résistance des fixations de toiture, réalisée le 14 août 2025 par la société ALKAR Constructions Métalliques. Cette vérification conclut que les fixations se détacheront de leur support sous une surpression de 60 mbar, confirmant ainsi le caractère soufflable des couvertures du silo.

L'Inspection considère les prescriptions de l'article 4 de la mise en demeure n°11066/2025/59 du 28 mai 2025 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 7 : Analyse du risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réalisation de l'ARF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société SAS MESPLES TRANSPORTS est mise en demeure de réaliser l'analyse du risque foudre, conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 19 août 2025, l'exploitant a transmis l'analyse du risque foudre telle que prévue à l'article 18 de la section III de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié. Cette analyse fait apparaître la nécessité de réaliser une étude technique foudre.</p> <p>Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant a fourni l'étude technique foudre n°R134701677-001-1 en date du 18 juillet 2025, réalisé par l'APAVE. Cette étude conclut à la nécessité de réaliser les travaux suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• installation d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage sur la tour de convoyage adjacente au silo 3;</li> <li>• installation d'un compteur de coup de foudre;</li> <li>• installation de parafoudres;</li> <li>• vérification / réalisation de liaisons équipotentielle extérieures;</li> <li>• mise en place de mesures de prévention et d'information. (dispositions en périodes orageuses, procédures, plans, panneaux d'information, verrouillage des accès au point haut...)</li> </ul> <p>L'Inspection considère les prescriptions de l'article 5 de la mise en demeure n°11066/2025/59 du 28 mai 2025 sont respectées.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant dispose d'un délai de 2 ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre pour installer les dispositifs de protection nécessaires. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 8 : Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 1/5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Projet d'APMD
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, manipulées, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre de l'inspection du 19 décembre 2024, il était demandé à l'exploitant de réaliser une étude des risques ATEX de ses installations, et dans la cas où des zones ATEX seraient identifiées, de justifier de la conformité de ses installations avec ce zonage, de mettre en œuvre un affichage adapté et des procédures nécessaires pour la bonne prise en compte de ce dernier.  Par courriel daté du 05 mars 2025, l'exploitant a transmis l'étude ATEX datée du 28 juin 2024. L'étude ATEX fait apparaître que les mesures techniques et organisationnelles de prévention des risques de formation d'atmosphère explosive et d'apparition d'une source d'ignition ne sont pas adéquates.  Au regard de ce constat, l'inspection a décidé de proposer à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques de mettre en demeure la société MESPLES de respecter les dispositions des articles 10-I 16, 17, 23 et 24 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. L'inspection a rédigé un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et a engagé une procédure contradictoire auprès de l'exploitant, débutée le 6 octobre 2025.  Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant a fourni son plan d'action pour répondre au dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. L'exploitant a également informé l'inspection dans son courriel du 9 octobre 2025 que les silos de céréales sont vides du fait de la production limitée par la sécheresse en 2025, ce qui constitue en soit, une façon de se mettre en conformité pour les zones ATEX poussières.  Dans ce cadre, l'inspection a décidé de ne pas mettre en signature le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant doit procéder à la mise en conformité de l'installation avant la prochaine campagne de réception de grains. L'inspection a traité différents points du projet d'APMD dans les points de contrôle suivants. L'exploitant doit poursuivre la mise en place de son plan d'action pour répondre au dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 2/5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...] Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a organisé pour son personnel une formation APAVE ATB008-1161-ATEX Niveau 0, spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette formation est prévue pour le 6 décembre 2025.</p> <p>L'accusé de réception de commande a été transmis par l'exploitant dans son courrier daté du 20 octobre 2025.</p> <p>L'inspection rappelle que cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé, qu'elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant forme son personnel aux risques particuliers liés à l'installation et, fournit à l'inspection les justificatifs que la formation a bien été effectuée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 3/5

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de nettoyage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>.</p> <p>Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.</p>

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant a fourni un document intitulé "plan de nettoyage", se présentant sous la forme d'un registre. Ce dernier mentionne la zone à nettoyer, la fréquence (mensuelle et annuelle) et permet d'inscrire les dates de nettoyage et les signatures de l'opérateur et du contrôleur.

Le document fourni ne répond pas aux exigences de l'article 10-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

- La consigne de nettoyage doit être un document rédigé, indépendant du registre de suivi.
- la consigne doit lister de manière exhaustive les zones à nettoyer (sol, mur, haut des murs, galerie supérieure, galerie de reprise, fosse de réception...)
- la consigne doit préciser le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté
- la fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.

L'inspection a constaté l'absence de poussière dans le silo, ainsi que dans la galerie supérieure, ce qui atteste de l'efficacité du nettoyage réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 3 mois, l'exploitant élabore des consignes écrites de nettoyage, spécifiant les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté en conformité avec l'article 10-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 4/5**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prise en compte des risques d'explosion et d'incendie lors des travaux

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques

correspondants, notamment pour une intervention avec source de chaleur ou flamme ;

- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

[...]

#### **Constats :**

Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant a fourni deux plans de prévention à destination de travaux réalisés par une entreprise extérieure. Un des plans de prévention est spécifique aux travaux par point chaud et inclut un exemplaire du permis feu.

Les plans incluent:

- les détails de l'intervention;
- le contact des entreprises extérieures, notamment dans le cas des sous-traitances éventuelles de l'entreprise extérieure;
- l'identification des risques et les mesures de prévention;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les consignes générales et spécifiques à donner aux personnes en charge des travaux, incluant les consignes relatives au zonage ATEX, à la consignation ou au permis feu ;
- les consignes en cas d'accident ou d'incendie;

Les plans de préventions répondent aux exigences de la prescription contrôlée. L'exploitant doit s'assurer du bon remplissage de ces plans de préventions.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté plusieurs plans de prévention renseignés. Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis, à la demande de l'inspection, le plan de prévention de montage de la pompe incendie, par la société Loubsens, en date du 16 octobre 2025.

Aucun de ces plans ne concernait des travaux dans les silos, cependant, l'inspection a pu constater que les plans de prévention sont utilisés, dont le permis feu quand nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Prévention des risques de formation d'atmosphère explosive 5/5**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité des installations

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ;
- ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75 °C.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles.

Des dispositions (pare-étincelles, mesures organisationnelles) sont prises pour que les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans le silo présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le stationnement de véhicules est interdit dans les capacités de stockage.

#### **Constats :**

Dans son courrier daté du 20 octobre 2025, l'exploitant a fourni son plan d'action pour répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Ce plan d'action n'intègre pas les mesures techniques de prévention des risques de formation d'atmosphère explosive en application des dispositions des articles 16 et 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. L'exploitant a fourni lors de l'inspection la déclaration d'incorporation de quasi machines, relatives à la directive 2006/42/CE (dite "directive machine") pour les équipements suivants :

- transporteur à bande TB650, n° de série 16-1494
- élévateur EL96/430-500, n° de série 16-1522
- transporteur à chaîne TC A/320, n° de série 16-1495
- transporteur à chaîne TC B/410, n° de série 16-1496
- transporteur à chaîne TC B/410, n° de série 16-1498

Les plaques des équipements étaient difficilement lisibles le jour de l'inspection. L'inspection a constaté que certains moteurs disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP55, mais les températures de surface n'étaient pas lisibles.

L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un rapport de vérification annuelle dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, manipulées, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion).

Dans ces parties, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations



appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96- 1010 du 19 novembre 1996. Les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010 relative aux locaux à risque d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un rapport de vérification annuelle dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, manipulées, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion).

Sous le même délai, il procède, le cas échéant, à la mise en conformité de ces équipements en application des dispositions des articles 16 et 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois